

COMMUNIQUÉ

Réforme de la formation des enseignants : une véritable menace contre l'avenir de l'École !

Les choix opérés par le ministre de l'Éducation nationale et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en matière de recrutement et de formation des enseignants ont été portés à la connaissance de toutes les organisations syndicales ce vendredi 13 novembre 2009. Ce jour restera dans l'histoire comme celui de la plus grande menace qui aura été faite, jusqu'à aujourd'hui, à l'avenir de l'École en France.

En effet, les choix opérés sont inspirés par deux orientations radicales : faire des économies budgétaires drastiques, supprimer les IUFM et tout ce qui peut s'apparenter à de la pédagogie dans l'enseignement. Les idéologues les plus réactionnaires ont pris le pouvoir dans l'appareil de décision de l'État.

La réforme annoncée est accompagnée d'une rhétorique particulièrement spécieuse qui veut faire passer l'immense régression dont elle est porteuse pour un progrès de la formation et de la reconnaissance des enseignants.

En réalité, tous les professionnels de l'enseignement ont compris que l'on va droit à la destruction de la formation professionnelle des enseignants tout en mettant en danger notre système universitaire.

Les inspecteurs pédagogiques, qui connaissent les enjeux de la formation des enseignants et la difficulté des équilibres de notre système lorsqu'il accueille de nouveaux professeurs, perçoivent l'ébranlement considérable que cette réforme engage et ne manquera pas de provoquer si elle s'appliquait. La réalité de l'École va changer, dans son esprit, dans son organisation, dans sa qualité. Ce changement, fondé sur une baisse générale de la formation didactique et pédagogique, n'améliorera pas ses résultats ni, à l'évidence ceux des élèves en particulier les plus fragiles. Il risque au contraire d'en compromettre sérieusement et durablement l'efficacité.

Il est évident que le travail quotidien de tous les inspecteurs sera rapidement confronté aux effets de cette mutation affligeante.

Le SNPI-FSU appelle tous les responsables politiques soucieux de l'avenir de notre système scolaire à prendre la mesure de ce processus délétère. Il appelle tous les inspecteurs à mobiliser leur expertise pour faire comprendre au ministère à quel point le jeu engagé est porteur de dangers majeurs pour notre pays, et tous les militants et sympathisants en accord avec le contenu de ce communiqué à les soutenir. Il s'associera aux démarches et actions qui seront engagées dans le sens d'une formation des enseignants permettant à l'École de tenir ses promesses, celle d'une « École plus juste avec chacun ».

La commission administrative nationale